



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Audrey LLEDO

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Aménagement du quartier de la Pompignane - Cession des parcelles RR n°81 et 33 constituant le Domaine de la Pompignane à la SA3M

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

En 2012, Montpellier Méditerranée Métropole a acquis, auprès de la Ville de Montpellier, les parcelles cadastrées RR n°33 et 81, d'une superficie cadastrale totale de 18 277 m², sises Commune de Montpellier, formant le Domaine de la Pompignane. Cet ensemble immobilier est composé de :

- d'une maison de maître, d'une superficie de 600 m² environ,
- d'un ancien chai, d'une superficie de 384 m²,
- d'une maison et de la loge du gardien, d'une superficie de 90 m²
- le surplus de foncier étant affecté à l'usage de parking et d'espaces verts.

Lors de cette acquisition, la Ville de Montpellier avait imposé que le parc du Domaine, grevé par un espace boisé classé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Montpellier, soit ouvert au public, à l'instar des autres parcs publics de la Ville, après réalisation des conditions en permettant l'accès sécurisé.

Depuis l'achat de cet ensemble immobilier, le Domaine est utilisé pour la tenue de réunion ou de formation uniquement destinées aux services de la Métropole.

Un agent métropolitain assure les fonctions de gardiennage au sein du Domaine et bénéficie d'une concession de logement pour le bâti dénommé « *maison et loge du gardien* » d'une superficie de 90 m².

Par courrier en date du 23 avril 2018, la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a sollicité auprès de Montpellier Méditerranée Métropole la cession du Domaine de la Pompignane dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane dont la Ville de Montpellier lui a confié la réalisation par la signature d'un traité de concession le 14 novembre 2016.

L'aménagement des parcelles du Domaine n'étant pas programmé avant le 3^{ème} trimestre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a demandé à pouvoir continuer à jouir du Domaine jusqu'au 30 septembre 2020 dans l'attente de la relocalisation des activités situées sur le Domaine de la Pompignane. Durant cette période, la SA3M pourra réaliser les études préalables nécessaires à l'aménagement de ces emprises. Le différé de jouissance ne portera que sur une emprise de 17 553 m² environ. En effet, la SA3M a demandé d'exclure une bande de 724 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée RR n°81, telle que figurée en bleue sur le plan annexée à la présente, afin de pouvoir en disposer immédiatement.

Pendant toute la durée du différé de jouissance, les fonctions de gardiennage du Domaine continueront d'être assurées par l'agent métropolitain occupant actuellement ces missions.

Montpellier Méditerranée Métropole reporte également sur la SA3M, la clause imposée lors de l'acquisition du Domaine en 2012, concernant la nécessité d'ouvrir au public le parc du Domaine, grevé par un espace boisé classé.

La cession aurait lieu moyennant le prix de 2 173 000 €, conformément à l'avis des services de France Domaine en date du 31 juillet 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- céder à la SA3M les parcelles cadastrées RR n°81 et 33, sises Commune de Montpellier, d'une superficie cadastrale de 18 277 m², formant le Domaine de la Pompignane, moyennant le prix de 2 173 000 €, dans les conditions ci-dessus énoncées ;
- désigner Maître DOSSA, notaire à Montpellier, en vue de la réitération par acte authentique de la vente et de leurs suites ;
- dire que les crédits correspondant à cette cession sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-53406-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Liste des annexes transmises en préfecture:

- plan de situation.pdf
- Parcelle RR81P non différé jouissance.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.